

Suite aux deux articles du [numéro 21 de la revue Temps critiques](#) sur l'économie de plateforme la discussion se prolonge ici sous forme d'échanges

Corentin, Jacques W, J-F, Larry

Jacques,

Concernant ce que tu me disais dans le dernier mail sur les grandes puissances (« dans nos deux dernières brochures dont une quinze jours avant le début de la guerre en Ukraine, je reviens sur la question des grandes puissances et de la souveraineté parce que depuis le Brexit je pense que nous avons sous-estimé cet aspect dans le cadre des développements sur le déclin de la forme nation des états des États et leur redéploiement en réseaux », JW)., je ne suis pas sûr qu'on puisse dire que vous vous étiez vraiment plantés. Vous aviez proposé une lecture du capitalisme en trois niveaux. C'est sûr que vous insistiez plus sur la mise en réseaux et le niveau 1 que sur les niveaux 2 et 3 mais on ne peut pas tout faire.

Est-ce que tu suis un peu les débats sur le (techno)féodalisme ?

J'ai l'impression que de plus en plus de monde questionne la légitimité de la dichotomie économie/politique et s'interroge sur la valeur.

Corentin, le 05/07/2022

Corentin,

Je ne suis pas ces débats donc je ne vois pas à quoi tu peux faire allusion. Je sais qu'il y a des choses autour de « l'accélérationnisme » et là je me tiens au courant, mais le terme de technoféodalisme ne me dit rien. Tu pourras peut-être m'aiguiller vers des références.

A priori je ne vois pas non plus de rapport direct entre remise en cause du rapport économie/politique et la question de la valeur, sauf effectivement dans l'abandon des théories de la valeur pour revenir aux prix ou aux théories de la rente ; ms cela ne semble pas effrayer ou disloquer tous les suivistes de Jappe et de « l'école critique de la valeur » et a fortiori des "communisateurs" qui nient, par hypothèse, tout facteur de puissance où de lutte politique entre fractions du capital (cf. mon article dans le numéro 21 sur ce sujet).

JW, le 16/07/22

Jacques,

Voici comment je résumerais la chose :

Peut-être je me plante, mais j'ai l'impression que cette histoire d'accélérationnisme, c'est juste une façon de remettre à la mode la vieille idée marxiste du développement des forces productives qui mènerait inévitablement au communisme. De plus, le courant semble être un gloubi-boulga de réactionnaires et de néo-léninistes. Est-ce que toi, tu y vois quelque chose d'un tant soit peu intéressant ?

Concernant les débats sur le technoféodalisme, le point de départ est un peu le même que dans le bouquin de Nitzan & Bichler (2012) : eux prenaient l'exemple de General Motors vs. Microsoft et disaient : bon chez Microsoft, il y a très peu d'employés, très peu de production, très peu de capital fixe, comment expliquer que Microsoft fasse autant d'argent ? Sur base de la théorie de la valeur travail, c'est pas évident.

Si on regarde les plus grosses firmes aujourd'hui, ça n'a fait que s'accroître : les Uber, Amazon, Google : quel est le *business model* ?

- Il y a l'hypothèse du capitalisme de surveillance (Zuboff 2020) qui vaudrait surtout pour Google et Facebook : ils observent tout ce qu'on fait, collectent des informations, établissent des profils puis revendent au prix fort aux annonceurs publicitaires.
- Il y a l'hypothèse du capitalisme de plateforme (Srnicsek 2018, co-auteur du manifeste accélérationniste justement) : la firme ne possède rien en propre, elle ne fait que fournir une plateforme où d'autres peuvent venir acheter ou vendre. La plateforme a alors un contrôle important sur le marché en étant la médiation principale, à condition d'arriver à forger un monopole et de bénéficier d'effets de réseau.
- Et enfin, le technoféodalisme (Durand 2020, notamment), qui suggère que « l'essor du numérique bouleverse les rapports concurrentiels au profit de relations de dépendance, ce qui dérègle la mécanique d'ensemble et tend à faire prévaloir la prédation sur la production ». Les firmes essaient de s'appropriier un espace, un marché, un groupe d'utilisateur et de les coincer dans un genre de fief, où ils sont captifs et n'ont d'autre choix que de payer une forme de rente. Personnellement, quand je l'ai lu, j'ai surtout eu l'impression que Durand essayait de sauver les meubles marxistes au milieu de la tempête (Il explique tout en termes de rentes). Mais il faut bien lui reconnaître un certain talent dans l'exercice. Yanis Varoufakis s'est aussi converti à cette façon de qualifier la phase actuelle.¹

Puis, tu as Evgeny Morozov, qui est un critique des technologies et de leur impact sur la société depuis longtemps. Il a popularisé le concept de techno-solutionnisme avec son livre *Pour tout résoudre, cliquez ici* (Morozov 2014).

Il s'est rendu compte que s'il voulait faire son job correctement, il allait devoir se pencher sérieusement sur des questions d'économie politique. Selon lui, on a besoin d'un nouveau cadre d'analyse, ceux proposés jusqu'ici ne sont pas assez solides. Voire ils obscurcissent plus qu'ils n'éclairent. Il a donc écrit une longue critique de Zuboff (Morozov 2019) et vient de publier une critique de l'approche « technoféodale » (Morozov 2022). La réponse qui a suivi est digne d'intérêt également (Ström 2022).

Morozov écrit en anglais, mais polyglotte, il est intervenu récemment en français².

Moins connu, il y a aussi Kean Birch, proche de Nitzan & Bichler et inspiré par les études des sciences et techniques. Lui pense que les Big Tech s'appuient sur des formes de rentes émergentes, liées au pouvoir ou au contrôle que ces sociétés sont capables d'exercer sur les conditions de leur business ; sur leur capacité à faire croire aux investisseurs qu'elles seront en mesure de forger un monopole ; sur l'implication ou l'engagement des utilisateurs dans leur plate-forme ; ou sur l'influence qu'elles peuvent avoir sur les règles et normes qui entourent leur business (Birch, Cochrane 2022). Je ne sais pas comment Kean Birch conçoit les choses exactement, mais pour son coauteur au moins (DT Cochrane), la rente renvoie à toute forme de revenu issu de la propriété privée et n'est pas à considérer comme parasitique par rapport à un vrai revenu issu d'un vrai travail productif.

Je pense que tout ça est intéressant au sens où ces réflexions tendent de faire sens du monde dans lequel on vit, d'intégrer des questions de pouvoir dans des questions économiques et de sortir des cadres établis du marxisme, en partant de l'observation des situations ou dynamiques réelles plus que d'une ixième relecture des *Grundrisse* ou du *Capital*...

Corentin, le 18/07/2022

Bibliographie :

- BIRCH, Kean et COCHRANE, D. T., 2022. Big Tech: Four Emerging Forms of Digital Rentiership. *Science as Culture*. 2 janvier 2022. Vol. 31, n° 1, pp. 44-58. DOI 10.1080/09505431.2021.1932794.
- DURAND, Cédric, 2020. *Techno-féodalisme: critique de l'économie numérique* [en ligne]. Paris : Zones. ISBN 978-2-35522-115-6. Disponible à l'adresse :

<https://www.editions-zones.fr/lyber?technofeodalisme> 2020

- MOROZOV, Evgeny, 2014. *Pour tout résoudre, cliquez ici: l'aberration du solutionnisme technologique*. Fyp éditions. ISBN 978-2-36405-115-7.
- MOROZOV, Evgeny, 2019. *Capitalism's New Clothes*. *The Baffler* [en ligne]. 4 février 2019. [Consulté le 18 juillet 2022]. Disponible à l'adresse : <https://thebaffler.com/latest/capitalisms-new-clothes-morozov>
- MOROZOV, Evgeny, 2022. *Critique of Techno-Feudal Reason*. *New Left Review*. 13 avril 2022. N° 133/134, pp. 89-126.
- NITZAN, Jonathan et BICHLER, Shimshon, 2012. *Le capital comme pouvoir: Une étude de l'ordre et du créordre*. Paris : Max Milo Éditions. ISBN 978-2-315-00350-1.
- SRNICEK, Nick, 2018. *Capitalisme de plateforme: l'hégémonie de l'économie numérique*. Montréal : Lux. ISBN 978-2-89596-280-9.
- STRÖM, Timothy Erik, 2022. *Capital and Cybernetics*. *New Left Review*. 23 juin 2022. N° 135, pp. 23-41.
- ZUBOFF, Shoshana, 2020. *L'âge du capitalisme de surveillance: le combat pour un avenir humain face aux nouvelles frontières du pouvoir*. Paris : Zulma. ISBN 978-2-84304-926-2.
- <https://diem25.org/yanis-varoufakis-crypto-the-left-and-techno-feudalism-2/> site disponible en français, voir la fin de l'interview, teintée de Nitzan & Bichler d'ailleurs.
- https://piped.kavin.rocks/watch?v=_zinD6Dj_Uo

Bonjour Jacques,

Je viens de traduire un article paru ce matin dans le *Financial Times* (« Résolution du paradoxe de la productivité ») qui apporte un éclairage intéressant sur le paradoxe de la productivité. Cela rappelle étrangement le point de vue de Paul Mattick père... En tout cas, il me semble que cela nous donne des éléments pour réfléchir au rôle de l'État aujourd'hui, thème qui m'intéresse en ce moment.

Amitiés,

Larry, le 18/07/2022

Larry bonjour et merci

Je suis assez gêné pour discuter de l'article de Rushir Sharmar du *Financial Times* dans la mesure où premièrement il n'y a aucune référence à une quelconque notion de valorisation si bien qu'on ne voit pas pourquoi il faudrait augmenter la productivité si ce n'est parce qu'elle signifierait une augmentation de la richesse et du progrès « en général ». Or, par exemple une référence à l'augmentation de la composition organique du capital (La composition organique du capital est le rapport entre le capital constant et le capital variable investi dans le circuit du capital ou selon les notations de Marx : composition organique du capital = C / V avec : C le capital constant V Le capital variable) est à référer au taux de profit dépendant du procès de valorisation. Une hypothèse du marxisme... peu tenable ici à mon avis et malgré Mattick parce que si, premièrement, on reste en ces termes, la révolution du capital et les NTIC font plutôt baisser la composition organique du capital ; et que deuxièmement, la productivité n'étant référée à rien de précis, on ne sait pas s'il s'agit là d'une productivité du travail ou alors d'une productivité en général ou du capital ; troisièmement son argument sur le calcul de la productivité me paraît moins probant que mes propres remarques sur ce point.

À part cela son analyse sur le capitalisme de sauvetage et le rôle de l'État est compatible avec mon analyse d'une « reproduction rétrécie » dans laquelle le capitalisme du sommet essaie de tenir les deux bouts qui lui permettent d'éviter une éventuelle crise finale. C'est quand même la grosse différence avec les années 1930 et même 2008. C'est effectivement la restructuration de la forme État et son intégration en réseau dans la sphère de l'hypercapitalisme qui renforce la structuration en niveaux plus ou moins articulés de manière cohérente.

JW, le 18/07/2022

Jacques,

Merci pour ta réponse. Il faut dire que le mot valorisation ne fait certainement pas partie du vocabulaire de l'auteur. Mais il semble avoir en tête quelque chose comme la dévalorisation quand il parle de la destruction créatrice et l'effet bénéfique des crises - évitées, selon lui, grâce à l'intervention des États, qui maintiennent les canards boiteux à flot.

Pour ma part, je n'ai pas voulu réhabiliter le marxisme de Mattick ou de quiconque, n'ayant jamais été sur ces positions. L'intérêt de cet article de mon point de vue est qu'il cherche à

nous sortir de cette réflexion sur le rapport entre nouvelles technologies et... productivité, telle que la définissent les économistes, soit le plus souvent en termes de productivité du travail.

Sinon, concernant les remarques de Corentin sur le technoféodalisme et l'accélérationnisme, cela recouvre beaucoup des questions abordées dans mon article sur les plateformes, et il a raison sur les accélérationnistes. Il ne faut pas oublier que le néo-marxisme des pays anglophones est en grande partie un phénomène hors sol, universitaire, dans une société où les contestataires en sont souvent réduits à rêver d'une solution miracle (en l'occurrence, technologique). Quand tu auras un moment, pourrais-tu m'expliquer ton intuition que les NTIC contribuent plutôt à une baisse de la composition organique du capital ? Srnicek a souligné pour sa part la facture salariale énorme que doivent payer certaines des boîtes à la pointe.

Larry

Larry,

Par rapport aux NTIC, les immobilisations sont beaucoup moins importantes ; Les GAFAM, par exemple sont les entreprises les plus capitalisées au sens que je donne au processus de capitalisation (à la suite de Bichler et Nitzan), c'est-à-dire la capacité du capitalisme à tout transformer en flux financiers si possible en accélérant le passage de A à A' (ce qu'on appelait la "réalisation") en semblant sauter les étapes de la production et de la circulation (A-M-A'), mais ce sont les moins capitalistiques. En effet, par nature, elles sont plus légères en capital comme le montre le modèle des start-ups, car elles contiennent une plus faible teneur en capital fixe ; et leur objectif est plus de l'ordre du contrôle des flux que de l'ordre de la puissance d'accumulation. C'est cette différence qui permet aussi d'opposer la capitalisation de Microsoft à celle de General Motors, l'industrie automobile restant aujourd'hui parmi les plus capitalistiques, hormis Tesla qui s'inscrit justement dans le nouveau modèle concurrent. Or, c'est ce niveau de capitalisation qui permet justement aux GAFAM de se projeter sur le long terme, dans la perspective dynamique de l'automobile sans conducteur par exemple ou du cyborg/transhumanisme ou encore d'une nouvelle conquête de l'espace. C'est ce que ne semble pas comprendre Mitchell dans son exemple sur Uber (cf. le troisième fichier joint). En effet, pour lui, les plateformes ne produisent rien et n'investissent pas ; il ne voit l'investissement que sous sa forme matérielle et il ne perçoit pas le rôle intégré du capital fictif ce qui fait qu'il différencie économie réelle et capitalisation, alors que le mouvement réel c'est celui de la capitalisation ! Sur cette base il

n'interprète plus l'action des plateformes et par extension des GAFAM que comme captation, alors que cette dernière n'est qu'un aspect du procès d'ensemble dans lequel ces nouvelles entreprises organisées en réseau mêlent captation, innovations, rente, puissance et contrôle.

Sans entrer dans les détails, si on se fie aux statistiques officielles, avec toutes les réserves que j'ai développées ailleurs quant à leur inadéquation à l'évolution du capitalisme, on assisterait d'une manière générale, toute production confondue, à une baisse de l'intensité capitaliste ce qui, par rapport à la théorie marxiste standard, ferait logiquement décroître la composition organique du capital constituant ainsi une contre tendance à la baisse du taux de profit global comme facteur de crise du capital. Ce que dit Srnicek sur la facture salariale dans les secteurs de pointe mériterait d'être précisée, mais ne me paraît pas contradictoire avec la tendance plus générale à une baisse du coût du travail dans le prix total des produits due à la fois aux délocalisations de la mondialisation et au fait que la plupart des coûts sont aujourd'hui en amont et en aval de la production proprement dite.

Enfin, par rapport à Mattick, je ne dénigre pas son travail, mais son "retour" à Marx ; pour ma part je trouve plus intéressant d'essayer d'y voir plus clair en partant de Marx éventuellement... mais sans retour comme si le voyage n'avait servi à rien. C'est ce qu'ont tenté de faire, par exemple Baran et Sweezy (cf. ma note 38 page 150 de l'article : « La théorie de la communisation n'est pas un long fleuve tranquille », *Temps critiques* n° 17, printemps 2014), avec les limites de l'époque (les années 1970).

JW

Larry,

Bravo pour ton article (« L'économie de plateforme, une tendance irrésistible ? », in *Temps critiques* n°21, printemps 2022) ; il est super clair !

Es-tu familier avec les travaux de Nitzan & Bichler sur la capitalisation ?

Concernant l'apparent paradoxe des rentiers qui investissent, je crois que les deux hypothèses que tu avances méritent d'être creusées mais qu'il y a aussi cette troisième voie : si on se dégage de la loi de la valeur-travail, il n'y a plus vraiment de paradoxe. Les capitalistes tentent de dominer un marché « par tous les moyens nécessaires ». Selon N&B, le capital représente le pouvoir des capitalistes de façonner le monde de manière à s'assurer des revenus futurs. Les investissements peuvent alors être perçus comme des coûts dont les sociétés doivent s'acquitter pour mettre en place leurs stratégies de pouvoir. Ce point de vue est développé par Timothy Mitchell concernant Uber dans l'article en pièce jointe intitulé :

« Uber Eats. Comment le capitalisme dévore l'avenir. »

Corentin, le 20/07/2022

Bonjour Corentin,

Merci pour ta réaction positive à mon article, ainsi que pour l'article de Mitchell.

En vérité, cela fait un moment que je me dis qu'il faut lire Nitzan et Bichler, d'autant que Jacques a fait plus d'une fois référence à leurs thèses. Je suis d'accord pour dire que ce n'est pas la loi de la valeur-travail qui puisse nous éclairer sur le cours des choses actuellement, et pour dire qu'il s'agit avant tout, pour les capitalistes, de l'emporter sur d'autres capitalistes, et cela par tous les moyens. Justement, l'avantage d'auteurs comme Morozov et Ström est de rappeler que cette tendance a toujours existé. D'ailleurs, il me semble (de mémoire) que pour Marx aussi, ce n'est pas la quantité de travail vivant que telle ou telle entreprise arrive à exploiter qui expliquerait son rang dans la hiérarchie des entreprises, mais je ne m'avancerais pas là-dessus.

Je n'ai reçu qu'avant-hier par la poste le dernier numéro de *New Left Review*, ce qui fait que je viens de lire le texte de Ström. Je le trouve original, pertinent et plus rigoureux que Morozov, auteur brillant certes, mais un peu bordélique (je compatis, puisqu'on pourrait me reprocher la même chose).

Sur le fond, je soupçonne que chez les marxistes comme chez les libéraux, il y a tendance à dénoncer des pratiques somme toute éprouvées (même si cela se passe aujourd'hui dans un contexte nouveau, comme le rappelle utilement Ström), soit parce qu'elles fausseraient la loi de la valeur ou la « bonne » accumulation, soit parce qu'elles empêcheraient la loi du marché de se déployer comme il faut. Bref, tu as eu raison en décrivant à Jacques que ces écrits récents ont le mérite d'essayer d'analyser la réalité. C'est ce que j'avais en tête quand j'ai écrit mon texte pour *Temps critiques*, en choisissant plutôt les auteurs qui avaient à mon sens le plus à nous apporter.

Larry, le 21/07/2022

Encore une fois, merci Larry

Gros travail. Chapeau !

Ce que j'avais pressenti depuis quelque temps sur ce vaste sujet, c'était :

- effectivement une tendance à la rentiérisation du capitalisme, ou du moins de ses segments les plus puissamment installés, découlant ou de la rareté (réelle ou organisée) ou de positions monopolistiques déjà acquises... mais qui est directement liée à la propriété (de brevets, de sources d'extraction de produits miniers ou énergétiques, d'infrastructures logistiques, etc.) de biens indispensables au bon fonctionnement de la chaîne productive de valeur. Comme la rente ne produit pas de valeur, elle agit effectivement comme capture d'une part variable mais grandissante de la valeur et de la plus-value globalement réalisées. Là où ça se complique, c'est que la source (matérielle ou immatérielle) d'une rente finit généralement par se déprécier voire s'épuiser (brevets, immobilier, puits de pétrole...), bref, il faut constamment réinvestir dans l'entretien de l'ancien et/ou l'acquisition de nouvelles sources, et donc procéder à des immobilisations, souvent gigantesques. J'y reviendrai.

Qui dans le capitalisme actuel est capable d'investir massivement dans l'innovation, les technologies, l'IA, les infrastructures énergétiques, etc. ? Les entreprises industrielles capitalistes classiques, mais le plus souvent grâce au soutien d'aides publiques d'État massives, au recours à l'endettement (financiarisation) et parfois suite à des opérations de fusions-acquisitions. Et aussi donc, distinctement, les grosses boîtes numériques du néo-capitalisme techno-rentier... Il faudrait creuser tout ça pour finalement mesurer le rapport (de dissemblance, de complémentarité, de forces) entre ces deux pôles du capitalisme et se demander jusqu'où la position rentiériste ne risque-t-elle pas d'accroître son emprise et de faire prévaloir ses entreprises de cannibalisation au point de tout déséquilibrer. Même si au final, le cycle d'accumulation/valorisation du capital global, très certainement altéré et redéfini par rapport à la phase d'expansion antérieure, n'est aucunement interrompu. Déjà, des tas de grandes entreprises ne possèdent plus rien, ni locaux, ni machines... Elles louent tout, les équipements, le hardware, les véhicules, les espaces de stockage de data dans le *cloud*... Elles n'achètent plus que des droits d'usage (licences d'exploitation), en plus de la matière première ou des biens semi-finis et bien sûr de la force de travail (ou de la prestation).

On peut constater qu'il y a encore de la coexistence entre le capitalisme industriel classique et le néo-capitalisme techno-numérique à tendance rentiériste. Il est possible que ce dernier soit en passe de l'emporter du fait de sa capacité à occuper les nœuds et espaces stratégiques dans la chaîne de fabrication de la valeur : contrôles des circuits mondiaux de l'information économique et des transactions financières, concentration et monopolisation des connaissances numériques et technologiques, place grandissante parmi les espaces commerciaux dédiés à la vente des marchandises (réalisation de la valeur), capacité (et

volonté) de prendre en compte le temps long, de se projeter, d'élaborer des stratégies et d'investir dans les innovations (IA, robots, biotechnologies...).

- la spécificité de certaines plateformes numériques a été de se placer dans des lieux d'intermédiation et de transaction situées à des carrefours des circuits de l'information, quitte à les créer de toutes pièces, caractérisés par l'immédiateté (ou réduction à l'extrême) des temps de réponse entre offre et demande, achat et vente... Position située essentiellement dans l'espace « marchand », commercial, de l'économie, celui où la valeur, à l'état encore virtuel, doit se « réaliser », que ce soit le marché des particuliers (consommation courante de marchandises) ou celui des services aux entreprises (ou même des composants où, à un instant T, le « moins disant » des sous-traitants emporte la commande).

Je laisse de côté ici les plateformes publicitaires, qui me semblent appartenir à une sorte de sous-marché, très spécialisé, qui mériterait, comme le marketing en général, d'être analysé spécifiquement, avec des données qualitatives sur les comportements et conduites individuelles et les manières de les influencer.

Le succès de services comme le *cloud* répond à une autre caractéristique du capitalisme actuel : l'incertitude, le manque de confiance dans l'avenir, le court-termisme. Les profits se portent plutôt bien mais les investissements dans le capital fixe restent faibles. Faire appel à des services de location permet de pallier cette crise de confiance : disposer de moyens pour produire sans immobiliser du capital ni emprunter.

Effectivement, la dynamique d'expansion de type monopoliste de cette économie de plateforme à moins à voir directement avec la financiarisation (même si le modèle de la start-up en est un dérivé) qu'avec la mondialisation et l'accélération toujours plus grande des échanges à cette échelle (si l'on pense à l'explosion du *shipping* et de la logistique par voie terrestre ces 2-3 dernières décennies), là encore essentiellement dans la sphère marchande, de l'achat compulsif sur Amazon (et le e-commerce en général) à la location d'un gîte sur Airbnb pour le soir même en passant par toutes sortes de livraisons à domicile de repas, de boissons ou autres de jour comme de nuit... Cette expansion a profité directement d'un environnement favorable (et l'a alimenté en retour), celui de la numérisation généralisée des activités et interactions humaines qui s'est mise en place à la fin du XX^{ème} siècle. Là aussi il faudrait relativiser et préciser : la révolution technologique et l'expansion considérable du numérique de la fin des années 1990 / début des années 2000 a largement tiré profit de la bulle financière de cette époque, où les détenteurs de liquidités gigantesques ont pu investir assez massivement dans cette « nouvelle économie », notamment dans le hardware des télécoms et de l'Internet, les câbles sous-marins, la fibre optique, les serveurs et leurs

supports de stockage de données, les équipements vidéo et de climatisation, etc. Les politiques monétaires qui ont suivi la crise financière de 2008 (*quantitative easing*) ont fait exploser les recours à l'endettement pour effectuer ces investissements, sans que leurs acteurs touchent à leurs masses de liquidités planquées dans les paradis fiscaux.

Pour y voir plus clair, il est vraiment nécessaire de distinguer les « plateformes » rentables (et qui accumulent les profits en se consolidant) et celles qui sont encore dans les brumes de la valorisation boursière, sans fonds propres, aux chiffres d'affaires mirobolants mais criblées de dettes...

Pour y voir encore plus clair, il faudrait vérifier au moins deux choses :

- si se creusent les distances et différenciations entre ces deux pôles du capitalisme : un secteur industriel classique condamné plus ou moins à une faible productivité (même si quelques grosses boîtes comme General Electric ou Siemens tirent leur épingle du jeu) et à une relative stagnation des profits, placé dans une position relativement subalterne et avec peu de perspectives de sortir de cette ornière et ce pôle d'entreprises techno-rentières en position dominante prédatrices de valeur.

- évaluer le rapport entre la dynamique de la rente et le cycle production de valeur/reproduction élargie du capital. Non seulement la rente n'est pas déconnectée du cycle (puisqu'elle puise abondamment dedans), mais les entreprises rentières doivent elles-mêmes continuellement investir pour conserver leurs ressources en état de fonctionner et de rapporter, pour maintenir au minimum leur position et parts de marché et s'assurer que les investissements dans les innovations auxquels elles sont contraintes comportent le minimum de risques... Même si elles n'investissent pas toujours directement, elles le font néanmoins en finançant et rachetant des start-ups et des entreprises déjà profitables jugées à fort potentiel de croissance. Par ailleurs, certaines plateformes lorgnent de plus en plus vers la production d'objets, notamment liés à l'IA, et là dans tous les domaines profitables de l'économie. En ce cas, elles emprunteront certainement le modèle d'externalisation radical et systématique d'Apple (lui-même copié de celui de Nike et de tant d'autres).

Autrement dit, ces grandes plateformes numériques pourront-elles continuer à faire payer le « coût » des investissements les plus lourds au secteur industriel (qui peut compter sur la financiarisation et les aides publiques), récupérer une grande part de la valeur produite globalement et ainsi consolider et pérenniser en quelque sorte ce « modèle » vertueux pour elles ?

En gros, je ne pense pas à une incompatibilité entre rente et accumulation, mais à la fois une

complémentarité dans une division stratégique des positions occupées, avec une forte dépendance mutuelle entre les pôles « productifs » et « prédateurs » de valeur. Cela n'exclut pas des formes d'antagonisme, mais d'une nature guère différente que la concurrence entre capitalistes ou encore que les oppositions récurrentes entre sous-traitants et donneurs d'ordre... Rien dans tout ceci qui menace en quoi que ce soit l'ordre capitaliste, ni qui autorise à proclamer l'arrivée d'une nouvelle ère post-capitaliste. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne se passe rien. Au contraire. De grands bouleversements sont à l'œuvre, c'est très clair. Mais qui sont à l'échelle de la puissance inégalée d'un capitalisme mondialisé où ses logiques inhérentes de concentration du capital et ses tendances à la monopolisation prennent dans ce contexte des dimensions planétaires extraordinaires, peu imaginables il y a encore une ou deux décennies. Un capitalisme qui a en outre connu des mutations « qualitatives » tout aussi extraordinaires (dans les *process* de production, dans la sophistication de l'ingénierie financière, dans les types d'objets produits, et même dans la matérialité des marchandises...).

Les effets de ces bouleversements sont imprévisibles, comme ils l'ont toujours été au cours de l'histoire de ce capitalisme qui a démontré depuis longtemps son extraordinaire flexibilité, sa capacité à capter les innovations et se renouveler sans cesse, à révolutionner ces modes de production et d'extraction de la plus-value, à se réinventer en permanence en réponse aux attentes, conflits qu'il suscite, à se relégitimer continuellement malgré les oppositions et rejets qu'il génère, à façonner des besoins et des modes, canaliser des désirs, modeler des conduites et fabriquer de nouvelles dépendances.

Sinon, d'accord avec la critique : passer du temps sur Internet, écouter de la musique sur YouTube, échanger des mails avec des amis, ne sont pas un travail gratuit. Que des données personnelles soient prélevées, revendues et utilisées par des algorithmes n'y changent rien. Par contre, que des activités ludiques ou gratuites (langage open-source, Wikipédia...) aient été appropriées et mises à profit par l'économie capitaliste, quoi de plus logique puisqu'il n'y avait pas de propriété... A cette échelle et hors de tout contexte conflictuel, la gratuité ou les formes de coopération/partage n'ont jamais rien eu de subversif.

Après, les limites de cette économie sont celles du capitalisme en général (et de l'humanité du même coup) : limites « externes », matérielles, sur la garantie d'une pérennisation de la production de composants électroniques : raréfaction des métaux ou « terres » déjà rares, besoins grandissants en eau (pour la fabrication des semi-conducteurs mais aussi le fonctionnement courant des hubs de *data centers*) alors que les ressources hydriques diminuent... sans parler des questions énergétiques, logistiques, environnementales et bien d'autres. Mais c'est là une autre discussion.

Quant aux limites « internes » de ces pôles du capitalisme, qu'il soit plutôt techno-rentier ou plutôt industriel-productif, ce serait celles qu'il faudrait espérer du côté de la force de travail. Compte tenu des niveaux atteints par l'affrontement de classes au niveau mondial à ce jour, je ne suis pas sûr, même en le regrettant, qu'il soit très utile ou pertinent d'attendre véritablement quelque chose sur ce point.

Bon, j'arrête là.

Ton texte m'a fait plaisir, m'a stimulé et m'a obligé à reprendre le fil d'une réflexion que je n'aurais pas eu l'occasion de mener sans ça. Le sujet abordé et ta manière de procéder ont ouvert une porte, une perspective d'observation, d'enquête et d'analyse de ce secteur du point de vue du développement du capital, de ses caractéristiques et évolutions, de ses dynamiques et de leurs freins ou limites. Et pas en fonction des affects qu'il suscite (fascination ou répulsion) et des analyses surtout descriptives et superficielles qui en découlent comme c'est trop souvent le cas. C'est rare et donc précieux.

J'ai conscience que mes remarques restent très générales et j'ai un peu peur de partir dans des généralités, des abstractions, des vues de l'esprit, en outre pas forcément bien étayées par des données empiriques qu'il faudrait examiner de plus près.

J.F, le 27/08/2022

J-F,

Par rapport à l'analyse classique de Joseph Schumpeter sur le lien négatif entre concentration des entreprises et innovations puisque la tendance monopoliste conduirait à des rentes de situation des trusts, les technologies de l'information ont généralisé ce qui ne se pratiquait jusque-là que dans des secteurs particuliers marginaux comme le cinéma ou la musique. En effet, les start-ups de la nouvelle économie y jouent le rôle de ce qu'on appelait autrefois les « indépendants », un rôle d'avant-garde dans l'expérimentation réduit après coup à une division du travail au profit des « majors ». Mais à la différence près que si les start-ups sont parties d'un secteur limité, certaines d'entre elles sont aujourd'hui devenues des « majors » (les GAFAM pour ne citer que l'exemple le plus spectaculaire, mais aussi Tesla) qui diversifient leur activité en ne se reposant justement pas sur la rente effective qu'elles peuvent créer, mais en rachetant de nouvelles start-ups, en prospectant les « licornes », etc. En ce sens, la dynamique du capital est bien toujours là, même si dans les secteurs plus traditionnels, le processus de concentration par acquisitions/fusions relève plutôt pour moi d'une tendance à la « reproduction rétrécie » comme je l'ai mentionné dans ma lettre du

18/07.

Quant à la tendance à la rente, elle me semble beaucoup plus présente dans les anciennes industries de l'énergie que dans la l'économie du « net » et c'est elle qui est réellement un obstacle à la dynamique du capital comme on peut le voir avec le blocage russe de la circulation du gaz ou comme on avait pu le connaître, peut être pour la première fois avec la crise pétrolière de 1973-1974 et le problème du recyclage de cette manne pétrolière.

Peut-être que si, comme tu l'énonces, il n'y aurait pas forcément de contradiction entre rente et accumulation, c'est parce que, comme nous le disons depuis notre travail sur Bichler et Nitzan, ces deux termes sont subsumés sous celui de la capitalisation.

D'une manière plus générale, la critique que je fais au texte de Mitchell me semble aussi applicable à certains passages de ta lettre autour des notions de capital productif et de valeur, mais une discussion là-dessus nous emmènerait trop loin du cadre d'un simple échange de lettres.

Bien à toi,

JW, le 1^{er} octobre 2022.